

30 septembre 2010

POLITIQUE DU LOGEMENT : Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les familles

Alors que la crise a fragilisé les familles, la politique du logement enfonce le clou ! A l'occasion du congrès de l'Union sociale pour l'habitat à Strasbourg, l'UNAF exprime sa profonde inquiétude.

Le logement est l'élément central et stabilisateur de toute vie et de tout projet familial. Or sur le plan du logement, la liste des mauvaises nouvelles s'allonge :

- Baisse du budget logement de l'État et des aides à la pierre.
- Remise en cause du financement de l'ANAH et de l'ANRU.
- Suppression de la rétroactivité du versement des aides personnelles au logement (120 millions d'euros économisés sur les bénéficiaires).
- Sous-estimation de la prise en compte des charges dans le calcul des aides personnelles au logement. Alors que les charges liées aux énergies sont devenues incontrôlables et mettent en danger l'équilibre déjà fragilisé du budget des familles.
- Réduction de mesures incitatives à l'amélioration des performances énergétiques des logements en totale contradiction avec la loi Grenelle I et Grenelle II.
- Difficulté accrue d'accéder à la propriété (voire impossible sans apport personnel) et la suppression du crédit d'impôt n'arrange rien.

De plus, avec la suppression de l'exonération de la Contribution sur les Revenus locatifs, l'État compte « récupérer » 340 millions d'euros sur les organismes HLM. Il est évident que cette ponction remettra en cause les opérations de construction et de réhabilitation et ne pourra être compensé par les collectivités territoriales devenues exsangues.

Le logement social doit rester un filet protecteur

Les familles sont économiquement fragilisées, l'accès au logement est de plus en plus difficile. Dans ce contexte, le rôle du logement social est évident. Le logement social, bras armé de la politique de l'État en matière de protection et de solidarité envers les citoyens. Il doit être le filet protecteur, l'élément d'équilibre de notre société, par la mixité sociale et intergénérationnelle, face aux difficultés de la vie. Pourtant, le logement social ne semble plus soutenu par la puissance publique.

L'UNAF craint une remise en cause de l'accès et du maintien dans le logement. Or la difficulté d'accéder au logement compromet l'acte de fonder famille. C'est pourquoi, dans le cadre de sa mission de défense des intérêts matériels et moraux des familles, l'UNAF soutient et défend le logement social.